Cras : finances de la commune

Commune · Lot (46) · 100 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Cras affichait un encours de dette de 1 176 €, soit 12 € par habitant, une épargne brute égale à 33,5 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0 ans.

Dette par habitant
12 €
1 176 € au total

Capacité de désendettement
0 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
33,5 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
789 € / hab.
79 k€ au total

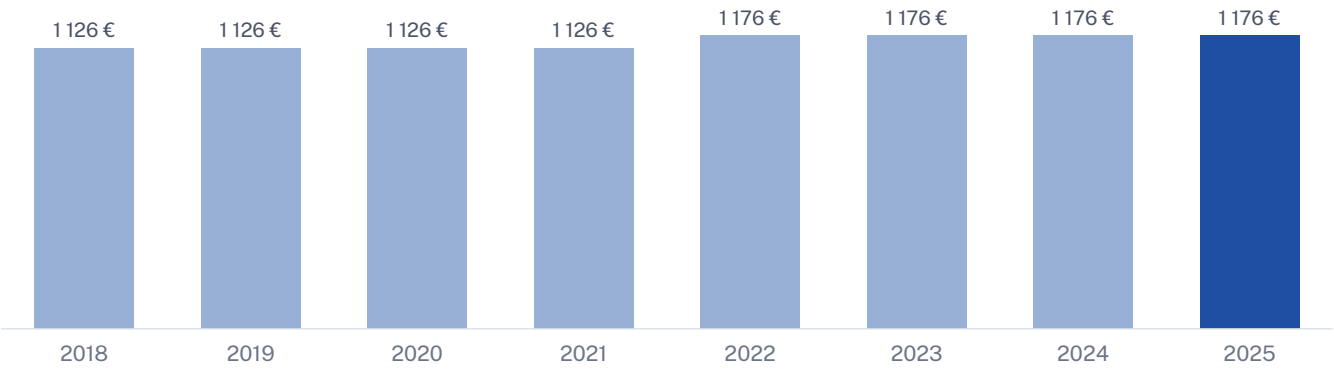
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	789 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	13,6 %	107 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	33,5 %	397 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	12 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	89 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	235 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1 126 € en 2018 à 1 176 € en 2025 (+4,4 %). Valeur la plus haute : 1 176 € en 2022, 2023, 2024 et 2025 ; la plus basse : 1 126 € en 2018, 2019, 2020 et 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1 126 €	36 %	0 ans	17 k€
2019	1 126 €	39,7 %	0 ans	41 k€
2020	1 126 €	40,1 %	0 ans	25 k€
2021	1 126 €	51,9 %	0 ans	17 k€
2022	1 176 €	36,1 %	0 ans	79 k€
2023	1 176 €	42,7 %	0 ans	29 k€
2024	1 176 €	46,2 %	0 ans	20 k€
2025	1 176 €	33,5 %	0 ans	8 867 €

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Cras	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	12 €	472 €	−97,5 %
Impôts locaux par habitant	235 €	344 €	−31,6 %
Frais de personnel par habitant	107 €	241 €	−55,6 %
Investissement par habitant	89 €	676 €	−86,9 %
Taux d'épargne brute	33,5 %	29,5 %	
Capacité de désendettement	0 ans	1,4 ans	

Jumelles : Recoules-de-Fumas (48), Les Essarts (41), Saint-Laurent-des-Combes (16), Sainte-Colombe (17), Saint-Aubin-Rivière (80), Laval-sur-Luzège (19), Luby-Betmont (65), Tasso (2A), La Croix-sur-Roudoule (06), Saint-Michel-Labadié (81). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	102	100	−2 %	+1,4 %
Dette par habitant	11 €	12 €	+6,5 %	−34,3 %
Impôts locaux par habitant	136 €	235 €	+73,1 %	+33,7 %
Frais de personnel par habitant	71 €	107 €	+51,6 %	+19,4 %
Taux d'épargne brute	39,7 %	33,5 %	−6,2 points	−0,8 point
Capacité de désendettement	0 ans	0 ans	−0 an	−1,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 730 €		1 448 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Cras	Comparaison
Habitants (2023)	97	+3,2 % depuis 2012 (département : +1,2 %)
65 ans ou plus (2023)	34 %	département : 31,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,9
Salariés du secteur privé (2025)	5	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

40 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 20 emplois, soit 45 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	21,4 %	5,1 %	1,3 %	47,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	45,2 %	10,9 %	6,6 %	26,3 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	12,3 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	0 %	24,4 %	26,4 %	0 %
Employés	21,4 %	26,7 %	26,1 %	26,3 %
Ouvriers	11,9 %	20,6 %	19,5 %	0 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Lot (46)) : 6 206 au moins, dont 45,9 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	539	52,5 %
Agriculteurs	357	46,2 %
Employés de l'hôtellerie	356	50,8 %
Viticulteurs, arboriculteurs	288	13,9 %
Cuisiniers	278	61,5 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	256	41,8 %
Agents d'entretien de locaux	241	25,7 %
Employés de libre service	215	52,6 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	189	43,9 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	172	76,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Cras
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	70 k€ pour 3 projets
Par habitant	701 € (communes de même taille : 260 € ; département : 226 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	18,9 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Renovation d'un ancien logement et transformation d'un batiment en logement communal	60 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.